



Communiqué de presse

Budget : le gouvernement contre le pays !

Le ministère chargé des Finances a publié ce matin un décret portant annulation pour un montant de 10 milliards d'euros de crédits publics pourtant prévus par une loi de Finances adoptée à grands coups de 49-3. Ceci confirme une fois encore le renoncement de ce gouvernement à faire face aux crises sociales et environnementales.

Le gouvernement avoue avoir tablé sur une prévision de croissance qu'il a largement surestimée ! Cette volte-face révèle encore davantage la réalité crue de l'austérité budgétaire délibérément choisie et partiellement masquée un temps derrière cette prévision hasardeuse.

Alors que les investissements massifs nécessaires n'étaient déjà pas programmés par la Loi de finances, le pays peut-il se passer de 2,2 milliards d'euros pour l'environnement, de 700 millions pour la cohésion des territoires (dont 300 millions d'aides au logement et 358 pour l'amélioration de l'habitat) et d'un milliard en moins pour le travail et l'emploi ?

L'enseignement supérieur en difficulté budgétaire récurrente se voit retirer 900 millions (dont l'essentiel était destiné à la Recherche). 582 millions d'euros sont soustraits à l'Ecole publique dont près des deux tiers auraient dû servir à rémunérer des personnels d'enseignement, d'Education et d'accompagnement des élèves.

Cette saignée confirme les orientations antisociales et climaticides de ce gouvernement. Il a choisi depuis 2017 de priver l'État de financements par des cadeaux aux plus grandes entreprises et aux privilégiés. Aujourd'hui il présente la facture au peuple : toujours moins d'école, toujours moins de services publics, moins de santé, moins de politiques sociales.

Face aux crises sociales et environnementales, l'heure n'est pourtant ni à la réduction de la dépense publique ni au renoncement à des ressources légitimes pour l'État et la société. Il faut rétablir ces revenus fiscaux abandonnés aux grandes entreprises et aux ultra-riches.

Ces coupes vont aussi affecter toujours plus les conditions de travail et de rémunération des personnels de la fonction publique et leur capacité à exercer leurs missions d'intérêt général au service des usagers. Pour les salaires et les conditions de travail et contre la rémunération au « mérite », la FSU avec l'intersyndicale Fonction publique appelle résolument à la grève le mardi 19 mars.

Bagnolet, le 22 février 2024